

# Tableau des modifications par rapport au dossier arrêté

## TABLEAU DES MODIFICATIONS ISSUES DE L'ENQUETE PUBLIQUE Elaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Saint-Jean-de-Luz

Modifications apportées au RLP arrêté :

Demandeur	Objet de la demande	Modifications apportées au projet de RLP suite à l'enquête
Union de la publicité extérieure (UPE)	Surface et dimension des portatifs : demande de mise en place d'un format unique pour les portatifs dans les zones autorisées	<p>Pas de modification des dimensions mentionnées dans le règlement, mais réécriture de la règle de calcul des dimensions pour davantage de clarté :</p> <p>Partie 1 Chapitre 3 Article 3.3 :</p> <p><i>« Sous réserve des prescriptions inscrites dans chaque zone réglementée, les surfaces maximales des dispositifs sont les suivantes :</i></p> <p>➤ <i>Publicité non lumineuse</i></p> <p><i>La surface maximale de chaque portatif non lumineux est fixée à 12m<sup>2</sup> encadrement compris et celle de chaque panneau mural à 4 m<sup>2</sup> encadrement compris.</i></p> <p>➤ <i>Publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence</i></p> <p><i>La publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence ne peut avoir une surface unitaire excédant 12 m<sup>2</sup> encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est scellée ou installée directement sur le sol.</i></p> <p><i>Elle ne peut avoir une surface supérieure à 4 m<sup>2</sup> encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est apposée sur un mur.</i></p> <p>➤ <i>Publicité numérique</i></p> <p><i>Une publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 8 m<sup>2</sup> encadrement compris ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol lorsqu'elle</i></p>

		<p><i>est scellée ou installée directement sur le sol.</i>  <i>Elle ne peut avoir une surface supérieure à 4 m² encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est apposée sur un mur. »</i></p> <p>Partie 2 Chapitres 4 et 5 Articles 4.1.3 et 5.1.3 :  <i>Surface et dimensions des portatifs</i>  <i>La surface est limitée à 12m² encadrement compris.</i></p> <p>Partie 1 Articles 3.3 ; 4.1.3 ; 4.1.4 ; 5.1.3 ; 5.1.4 ; 5.1.8 :  Ajouts des termes « <i>encadrement compris</i> »  Réponse recommandation n°2 du Commissaire enquêteur</p>
	Publicité sur bâches de chantier et bâches publicitaires : demande de suppression de la référence à l'article L581-4 du CE	<p>Suppression de la référence à l'article L581-4 du CE (articles 1.1.9 et 2.1.9)  Réponse recommandation n°3 du Commissaire enquêteur</p>
	Interdictions absolues de la publicité dans les lieux visés à l'article L581-5 du CE : demande de suppression de la mention aux périmètres de protection de 500 m autour des bâtiments historiques	<p>Reprise de l'écriture réglementaire des interdictions absolues (Partie 1- Chapitre 2 - Article 2.1.1) avec <u>suppression de la mention relative au périmètre de protection de 500 m autour des bâtiments historiques</u> :</p> <p>« <i>Toute publicité ou préenseigne est interdite dans les lieux visés à l'article L581-4 CE:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ;</i></li> <li>- <i>Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;</i></li> <li>- <i>Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles » ;</i></li> </ul> <p>Réponse recommandation n°4 du Commissaire enquêteur</p>
	Règle de densité en zone 5 : présence d'une redite dans le règlement et demande de précision sur la définition d'une unité foncière bordée de plusieurs voies.	<p>Réécriture pour restructurer le paragraphe avec précision sur la définition d'une unité foncière bordée de plusieurs voies et suppression de la redite :</p> <p>« <i>I – Dispositions générales</i></p>

		<p><i>L'implantation des portatifs est limitée à un seul point, c'est-à-dire que les deux faces publicitaires sont parallèles et disposées dos à dos sur le même support (mono pied ou deux pieds). Les implantations en épi ou formant des angles sont interdites.</i></p> <p><i>Les portatifs à deux faces publicitaires sont autorisés. Dans les cas de portatifs à une seule face publicitaire, l'autre face doit être traitée par un parement de qualité permettant d'améliorer l'intégration dans le site.</i></p> <p><i>Lorsque l'unité foncière est à l'angle de deux voies ouvertes à la circulation publique, il y a lieu de tenir compte du plus grand côté.</i></p> <p><i>II - Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur égale ou supérieure à 100 m :</i></p> <p><i>La distance entre deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur la même unité foncière ou plusieurs unités foncières liées par un acte authentique ne pourra être inférieure à 100m.</i></p> <p><i>La distance entre un dispositif mural et un dispositif scellé au sol ne pourra être inférieure à 100m.</i></p> <p><i>La distance entre un portatif et une enseigne sur portatif ne peut être inférieure à 100m.</i></p> <p><i>III - Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur inférieure à 100 m un seul dispositif publicitaire est admis, qu'il soit scellé au sol ou mural. »</i></p>
	<p>Surface des dispositifs numériques : demande de modification de l'article 5.1.8 et préciser qu'elle correspond à des surfaces « hors tout »</p>	<p>Pas de modification des dimensions mentionnées dans le règlement, mais réécriture de la règle de calcul des dimensions pour davantage de clarté :</p> <p>Partie 1 Chapitre 3 Article 3.3 : « Sous réserve des prescriptions inscrites dans chaque zone</p>

		<p>réglementée, les surfaces maximales des dispositifs sont les suivantes :</p> <p>➤ <i>Publicité non lumineuse</i>  <i>La surface maximale de chaque portatif non lumineux est fixée à 12m<sup>2</sup> encadrement compris et celle de chaque panneau mural à 4 m<sup>2</sup> encadrement compris.</i></p> <p>➤ <i>Publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence</i>  <i>La publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence ne peut avoir une surface unitaire excédant 12 m<sup>2</sup> encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est scellée ou installée directement sur le sol.</i>  <i>Elle ne peut avoir une surface supérieure à 4 m<sup>2</sup> encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est apposée sur un mur.</i></p> <p>➤ <i>Publicité numérique</i>  <i>Une publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 8 m<sup>2</sup> encadrement compris ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol lorsqu'elle est scellée ou installée directement sur le sol.</i>  <i>Elle ne peut avoir une surface supérieure à 4 m<sup>2</sup> encadrement compris, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, lorsqu'elle est apposée sur un mur. »</i></p> <p>Partie 2 Chapitres 4 et 5 Articles 4.1.3 et 5.1.3 :  <i>« Surface et dimensions des portatifs</i>  <i>La surface est limitée à 12m<sup>2</sup> encadrement compris. »</i></p>
	Nécessité de joindre l'arrêté municipal fixant les limites de l'agglomération	<p>L'arrêté municipal du 19 Novembre 2003 fixant les limites d'agglomération a été joint en annexe du dossier. Après l'entrée en vigueur du nouveau RLP, un arrêté</p>

Commission départementale de la nature, des sites et des paysages		fixant les nouvelles limites d'agglomération en cohérence avec le nouveau zonage proposé de la zone agglomérée sera pris. <i>Réponse recommandation n°1 du Commissaire enquêteur</i>
	Format des publicités : demande de clarification du règlement concernant les modalités de calcul.	Reprise de l'écriture réglementaire pour clarifier les modalités de calcul pour chaque type de format : Partie 2 Chapitres 4 et 5 Articles 4.1.3 et 5.1.3: <i>« Surface et dimensions des portatifs La surface est limitée à 12m<sup>2</sup> encadrement compris. »</i>
	Enseignes numériques : demande de précision sur la réglementation à appliquer sur la commune	Reprise de l'écriture réglementaire pour apporter les précisions nécessaires :  Partie 1 : article 3.3 : clarification de la dimension des dispositifs de publicité numérique : <i>« Une publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 8m<sup>2</sup> encadrement compris... »</i> <i>Recommandation n°5 du Commissaire enquêteur</i>  Partie 2 : articles 1.2.2 ; 1.2.3 ; 2.2.1 ; 2.2.2 ; 3.2.1 ; 3.2.2 ; 3.2.3 : Ajout dans les interdictions : <i>« les dispositifs numériques »</i> ou <i>« les enseignes numériques »</i>  Partie 2 Article 4.2.1 : Ajout de la phrase : <i>« Les enseignes numériques sont interdites ».</i>  Partie 2 : article 5.2.1 : <i>« Les enseignes numériques sont autorisées. La surface des dispositifs d'enseignes numériques est limitée à 8m<sup>2</sup> encadrement compris. »</i>
Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM)	Clarification du règlement concernant les modalités de calcul des formats des publicités afin d'éviter toute insécurité juridique (règlement des zones ZR pages 42 et 43, zones ZR5, pages 52-53)	Reprise du règlement pour clarifier les modalités de calcul pour chaque type de format : Partie 2 Chapitres 4 et 5 Articles 4.1.3 et 5.1.3 : Dispositions applicables à la zone réglementée 4 :

		<p>« Surface et dimensions des portatifs La surface est limitée à 12m<sup>2</sup> encadrement compris.</p>
	<p>Nécessité de joindre de l'arrêté municipal fixant les limites de l'agglomération</p>	<p>L'arrêté municipal du 19 Novembre 2003 fixant les limites d'agglomération a été joint en annexe du dossier. Après l'entrée en vigueur du nouveau RLP, un arrêté fixant les nouvelles limites d'agglomération en cohérence avec le nouveau zonage proposé de la zone agglomérée sera pris.</p>